



Mission régionale d'autorité environnementale

Grand Est

**Décision de ne pas soumettre à évaluation environnementale
le projet d'élaboration du zonage d'assainissement
de la commune de Broussey-Raulecourt (55)
porté par la communauté de communes Côtes-de-Meuse-
Woëvre (55)**

n°MRAe 2020DKGE187

La Mission régionale d'autorité environnementale Grand Est

Vu la directive 2001/42/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement, notamment son annexe II ;

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L.122-4, R.122-17 et R.122-18 ;

Vu le décret n° 2016-519 du 28 avril 2016 portant réforme de l'autorité environnementale ;

Vu le décret n° 2015-1229 du 2 octobre 2015 modifié relatif au Conseil général de l'environnement et du développement durable, notamment son article 11 ;

Vu les arrêtés ministériels des 11 août et 21 septembre 2020 portant nomination de membres des Missions régionales d'autorité environnementale (MRAe) du Conseil général de l'environnement et du développement durable ;

Vu l'arrêté ministériel du 22 septembre 2020 portant désignation du président de la Mission régionale d'autorité environnementale (MRAe) Grand Est ;

Vu le règlement intérieur de la MRAe Grand Est, et notamment son article 6, relatif à l'intérim de son président ;

Vu la décision délibérée de la MRAe Grand Est du 1^{er} octobre 2020 fixant les critères de collégialité pour les dossiers ;

Vu la demande accusée réception le 05 novembre 2020 d'examen au cas par cas, présentée par la communauté de communes Côtes-de-Meuse-Woëvre (55), compétente en la matière, et relative à l'élaboration du zonage d'assainissement de la commune de Broussey-Raulecourt (55) ;

Vu la consultation de l'agence régionale de santé (ARS) ;

Considérant :

- le projet de zonage d'assainissement de la commune de Broussey-Raulecourt (55) qui comprend les villages de Broussey-en-Woëvre, et Raulecourt ;
- le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) Rhin-Meuse qui fixe les orientations pour une gestion équilibrée et durable de la ressource en eau, incluant la commune de Broussey-Raulecourt ;
- la prise en compte par la carte communale des perspectives d'évolution de la commune dont la population s'élève en 2014 à 269 habitants (Broussey-en-Woëvre : 169 habitants, et Raulecourt : 100 habitants) ;
- les deux masses¹ d'eau superficielle présentes sur le territoire communal à savoir :
 - « l'Esche 1 FRCR338 » dont font partie : l'Esche, le ruisseau du Neuf Étang et le ruisseau du Pré saint Martin ;

¹ Une masse d'eau selon le dossier correspond au découpage territorial élémentaire, des milieux aquatiques, destinée à être l'unité d'évaluation de la Directive Cadre sur l'Eau .

- le « Rupt de Mad 1 FRCR343 » dont font partie : la rivière Rupt de Mad, le ruisseau du Pinceron, le ruisseau de Bouquenelle, le ruisseau du Neuf Moulin, le ruisseau de Randapont, le ruisseau de Bleuapre, le ruisseau du Pré Hachotte, le ruisseau Fosse des Pres, le ruisseau de l'étang de Blonnaux ;
- l'existence sur le territoire communal :
 - de zones naturelles d'intérêt écologique, faunistique et floristique (ZNIEFF) de type 1 :
 - « Forêt de la Reine » ;
 - « Étang de Blonnaux » ;
 - « Étangs de Bitronaux et Neuf-moulin et prairies humides à Apremont-la-forêt » ;
 - « Étangs de Maux la Chèvre à Bouconville sur Mad » ;
 - d'une ZNIEFF de type 2 nommée « Zones humides et forêts de la Woèvre ».
 - d'un espace naturel sensible nommé « ensemble de petits étangs de la Woèvre entourés de prairies humides ».
 - d'une zone d'importance pour la conservation des oiseaux (ZICO) nommée « Forêt de la Reine » qui est aussi une ZNIEFF de type 1.
- qu'aucun point de captage d'eau potable ou périmètre de protection n'est recensé sur le territoire communal ;

Observant que :

- par délibération du 21 décembre 2018 du conseil municipal, la commune, qui compte 269 habitants et dont la population est stable depuis 1999, a fait le choix de l'assainissement **non collectif sur l'ensemble de son territoire**, après une étude technico-économique de type schéma directeur avec analyse de deux scénarios, collectif et non collectif ;
- chacun des villages de la commune dispose actuellement d'un réseau d'assainissement de type pseudo-unitaire qui mélange les eaux pluviales et les eaux usées, plus ou moins traitées, dont les exutoires sont des fossés drainant le village.
 - Les rejets du village de Broussey-en-Woèvre ainsi qu'une partie des rejets du village de Raulecourt sont dirigés vers la masse d'eau du « Rupt de Mad 1 FRCR343 ». L'état écologique de cette masse d'eau est jugé moyen et son état chimique bon.
 - Une partie des rejets du village de Raulecourt est dirigée vers la masse d'eau de « l'Esche 1 FRCR338 ». L'état écologique de cette masse d'eau est jugé moyen et son état chimique mauvais.
- le projet de zonage ne porte que sur l'assainissement des eaux usées ; le dossier précise cependant qu'aucune difficulté particulière n'a été relevée concernant le ruissellement ou la collecte pluviale ;
- le périmètre du zonage d'assainissement est circonscrit aux zones constructibles et par conséquent le futur zonage d'assainissement n'aura pas d'incidences significatives sur les ZNIEFF, l'espace naturel sensible, et la ZICO ;

- le plan de zonage a pour objectif de mettre en conformité les dispositifs d'assainissement actuels. La commune compte 128 habitations :
 - 119 ont fait l'objet de contrôles de conformité du Service publique d'assainissement non collectif : 98 ont une installation non conforme, 21 ont une installation conforme ;
 - 9 n'ont fait l'objet d'aucun contrôle, mais sont considérées non conformes ;
- la communauté de communes Côtes-de-Meuse-Woëvre (55) assume la compétence de service public d'assainissement non collectif (SPANC) afin d'assurer le contrôle des installations d'assainissement, la vérification de leur conformité ainsi que le suivi de leur bon fonctionnement ;

Recommandant d'évaluer l'impact sur la santé et l'environnement des dispositifs d'assainissement autonome non conformes à ce jour ;

Rappelant, en cas d'impact avéré de ces dispositifs d'assainissement non collectif sur la santé ou l'environnement, que ces installations doivent être mises en conformité sous délais courts ;

- une carte de faisabilité de l'assainissement non collectif a été réalisée, des tests de mesure de l'aptitude des sols à l'assainissement non collectif (méthode Porchet) ont été réalisés permettant de préconiser un dispositif d'assainissement adéquat ;

Recommandant que des études pédologiques soient réalisées permettant de valider le dispositif d'assainissement non collectif choisi pour chaque parcelle puis de réaliser les contrôles du SPANC non effectués à ce jour ;

conclut :

qu'au vu de l'ensemble des informations fournies par la communauté de communes Côtes-de-Meuse-Woëvre, des éléments évoqués ci-avant et des connaissances disponibles à la date de la présente décision, **et sous réserve de la prise en compte des recommandations et du rappel**, l'élaboration du zonage d'assainissement de la commune de Broussey-Raulecourt n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement et sur la santé humaine au sens de l'annexe II de la directive 2001/42/CE du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement ;

et décide :

Article 1^{er}

En application de l'article R.122-18 du code de l'environnement, l'élaboration du zonage d'assainissement de la commune de Broussey-Raulecourt (55) **n'est pas soumise à évaluation environnementale.**

Article 2

La présente décision ne dispense pas des obligations auxquelles le projet peut être soumis par ailleurs.

Elle ne dispense pas les projets, éventuellement permis par ce plan, des autorisations administratives ou procédures auxquelles ils sont eux-mêmes soumis.

Une nouvelle demande d'examen au cas par cas du projet de plan est exigible si celui-ci, postérieurement à la présente décision, fait l'objet de modifications susceptibles de générer un effet notable sur l'environnement.

Article 3

La présente décision sera publiée sur le site Internet de la Mission régionale d'autorité environnementale.

Fait à Metz, le 15 décembre 2020

Le président de la Mission régionale d'autorité
environnementale,
par délégation,

Jean-Philippe MORETAU

Voies et délais de recours

1) En application de l'article R122-18 IV du code de l'environnement, vous pouvez déposer un recours administratif préalable devant l'autorité environnementale qui a pris la décision de soumission à évaluation environnementale. Ce recours administratif constitue un recours gracieux qui doit, sous peine d'irrecevabilité, précéder le recours contentieux.

Il doit être formé dans le délai de deux mois suivant la réception de la décision. En cas de décision implicite, le recours doit être formé dans le délai de deux mois suivant la publication sur le site internet de l'autorité environnementale de la mention du caractère tacite de la décision. L'absence de réponse au recours gracieux à l'issue d'un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet du recours.

Ce recours gracieux doit être adressé à :

**Monsieur le président de la Mission régionale d'autorité environnementale (MRAe) Grand Est
DREAL Grand Est – Service évaluation environnementale (SEE)**

RECOURS GRACIEUX

**14 rue du Bataillon de Marche n°24 – BP 10001
67050 STRASBOURG CEDEX**

mrae-saisine.dreal-grand-est@developpement-durable.gouv.fr

2) Le recours contentieux

a) Si la décision de l'autorité environnementale impose une évaluation environnementale, alors le recours doit être formé dans le délai de deux mois à compter de la réception de la décision de rejet du recours administratif préalable (recours gracieux) ou dans le délai de deux mois à compter de la décision implicite de rejet de celui-ci. Le recours contentieux doit être adressé au tribunal administratif compétent.

b) Si la décision de l'autorité environnementale dispense d'évaluation environnementale, alors le recours doit être formé à l'encontre de la décision ou de l'acte d'autorisation approuvant ou adoptant le plan ou document concerné (et non à l'encontre de la décision de dispense de l'autorité environnementale) dans un délai de deux mois à compter de l'approbation de ce plan ou document. Le recours contentieux doit être adressé au tribunal administratif compétent.

En effet, la décision dispensant d'une évaluation environnementale rendue au titre de l'examen au cas par cas ne constitue pas une décision faisant grief, mais un acte préparatoire ; elle ne peut faire l'objet d'un recours direct, qu'il soit administratif préalable (recours gracieux) ou contentieux.